

Donald Trump, l'ami dont Wall Street doit se méfier

Trompeuse en 1953, quand elle fut prononcée pour la première fois, l'assertion «*Ce qui est bon pour General Motors est bon pour les Etats-Unis*» l'est encore plus aujourd'hui dans un monde globalisé.

Pour mémoire, le père de cette phrase est Charles E. Wilson, qui fut appelé par le Président Eisenhower au poste de secrétaire à la Défense, lui qui était auparavant le patron de GM.

Lorsqu'il tint ces mots, il y avait déjà des entreprises multinationales, bien entendu, dont GM d'ailleurs. Toutefois, les échanges internationaux n'étaient pas ce qu'ils étaient aujourd'hui. Les possibilités pour une entreprise de garrotter les salaires par la délocalisation de la production et de réduire sa contribution aux finances de la collectivité par la délocalisation de sa base imposable étaient faibles par rapport à ce qu'elles sont aujourd'hui.

C'est d'ailleurs faire justice de rappeler que le taux d'imposition des sociétés dépassait 50% aux Etats-Unis dans les années 50, visiblement sans entraver l'esprit entrepreneurial!

Champions nationaux

L'internationalisation de l'économie et des entreprises est loin d'avoir coupé les liens entre pouvoirs publics et grandes entreprises, et les premiers sont encore prompts à défendre les intérêts de leurs «champions nationaux».

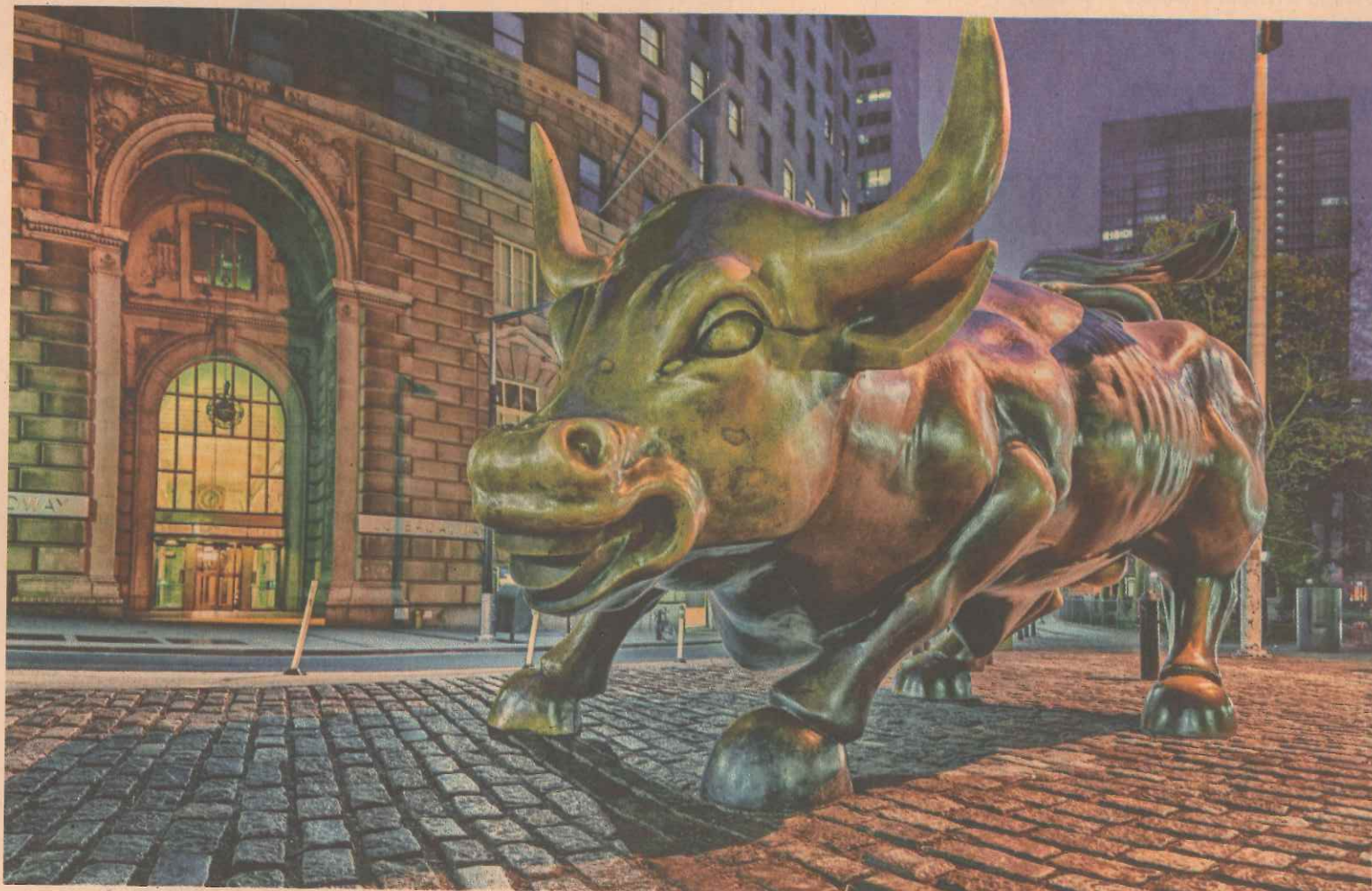
L'alignement de la France derrière les intérêts de ses grandes banques, du moins grandes par la taille, avant et après l'éclatement de la grande crise financière, en témoigne, et rappelle que le mal n'est pas qu'américain. C'est un dilemme du prisonnier qui est ici illustré. Nous gagnerions à ce qu'aucun pays ne se comporte de la sorte, mais se pose un problème de coordination entre Etats que ni l'OMC ni la Commission européenne ne parviennent à dominer.

La confusion entre intérêt général et intérêts d'entreprises a été récemment illustrée aux Etats-Unis avec l'interprétation qu'a donnée Donald Trump à la hausse de la Bourse depuis son élection, fin 2016. Il a voulu y voir la validation de ses choix politiques. S'exprimer de la sorte apparaît comme une erreur politique, doublement.

Mystification

Même si la Maison-Blanche n'est pas sans influence, et on l'a vu avec la réforme de l'impôt des sociétés, elle est loin de contrôler l'évolution des Bourses, qui est fonction de la marche du monde plus que des décisions prises à Washington DC, et qui est sujette à myopie comme à panique.

Ensuite, il semble difficile d'imaginer que la Bourse américaine progressera sous



La confusion entre intérêt général et intérêts d'entreprises a été récemment illustrée aux Etats-Unis avec l'interprétation qu'a donnée Donald Trump à la hausse de la Bourse américaine, depuis son élection, fin 2016. © ONLY FRANCE

les années Trump comme elle l'a fait durant les années Obama.

En amont, faire de la Bourse le jury de l'action gouvernementale est une mystification. Le but des pouvoirs publics est de veiller à la qualité de vie présente et future de l'ensemble de la collectivité, pas des seuls actionnaires, et tout le monde, y compris celui de l'entreprise, a intérêt dans la durée à ce qu'il en aille ainsi, sans donner la priorité à ce qui peut gonfler les bénéfices à court terme.

Prenons l'exemple de la politique fiscale américaine actuelle. Avec la diminution de l'impôt des sociétés comme emblème, elle plaît à Wall Street. Pourtant, dans une perspective de long terme, elle est économiquement néfaste.

En creusant le déficit budgétaire en haut de cycle conjoncturel et en exacerbant les inégalités sociales, elle pousse les taux d'intérêt à la hausse, nuit au capital humain et détériore le climat social. Tout cela devrait peser sur la Bourse et non la

soutenir.

Il en va de même avec l'assouplissement des normes, qu'elles soient financières ou environnementales, voulu par divers lobbies et porté par Donald Trump.

Bien sûr, les résultats des entreprises seront flattés dans les trimestres à venir mais au prix du risque et puis des crises et des catastrophes. En fait, la beauté de l'économie de marché tient dans la proposition inverse de la logique de Wilson: «*Ce qui est bon pour l'économie est bon pour les entreprises.*»

Donald Trump a beau avoir abaissé l'impôt des sociétés américaines, il en reste le pire ami.

De Main Street à Wall Street

Donald Trump risque fort d'être pris à son propre jeu. Avec ses mesures protectionnistes et le début d'escalade qui en a résulté, il a cherché à plaire à l'Américain moyen, celui de «Main Street», mais, ce faisant, il a déplu aux marchés financiers, ceux de «Wall Street».

Il lui sera impossible, ici comme dans le débat sur l'immigration, de concilier les

intérêts de la Bourse et le rejet populiste de l'autre, vu comme un danger, voire un ennemi.

Si le climat commercial devait encore se détériorer et la Bourse en souffrir davantage, cela alimenterait la conviction que l'ouverture des frontières a d'abord fait le jeu des grandes entreprises, et, avec la logique populiste du «eux contre nous», la classe moyenne pourrait se dire que les malheurs des multinationales sont son bonheur à elle.

Le populisme a besoin d'ennemis, en fait de boucs émissaires. Ils sont le plus souvent trouvés derrière les frontières, pensons au Mexique, mais ils peuvent aussi être désignés à l'intérieur des frontières.

Quand celui qui se veut l'ami de Wall Street exacerbe la tension avec Main Street, revient à l'esprit l'invitation, fréquente en politique, à se méfier de ses amis. Donald Trump a beau avoir abaissé l'impôt des sociétés américaines, il en reste le pire ami.



ÉTIENNE DE CALLATAY

Chief Economist,
Orcadia Asset Management